



Focus

Transformation de la fonction publique - Loi n°828-2019 du 6 août 2019 [Bibliographie] / Réseau des Documentalistes
CNFPT, 15/12/2020, 20 p.

https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/loi_de_transformation_de_la_fp_15_12_20.pdf
https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/loi_de_transformation_de_la_fp_01_09_20.pdf

Le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose une bibliographie sur la loi de transformation de la fonction publique.
A jour au 15 décembre 2020



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe
Aménagement et développement des territoires
Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics
Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale
Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC
Management/Ressources humaines
Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique
Services techniques et environnement
Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Sport

Quartiers prioritaires : le grand pari des cités éducatives [dossier] / FOIN Michèle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2020, n° 2544, p. 38-44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485666/le-grand-pari-des-cites-educatives>

Le système éducatif français figure toujours parmi les plus inégalitaires de l'OCDE. Les cités éducatives visent à lutter contre l'empilement des dispositifs scolaires, périscolaires et éducatifs. Une gouvernance équilibrée entre la préfecture, la collectivité et le principal d'un collège doit permettre une action coordonnée pour faire suivre « un parcours d'excellence » aux enfants et aux jeunes des quartiers prioritaires, de la naissance jusqu'à 25 ans. L'exigence du suivi de nombreux critères fixés par l'État, à un rythme soutenu, n'est pas sans provoquer des tensions au sein des équipes de terrain.

Éducation : les environnements numériques de travail vers la mutualisation / FOIN Michèle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2020, n° 2544, p. 46-48

<https://www.lagazettedescommunes.com/711848/les-environnements-numeriques-de-travail-vers-la->

L'environnement numérique de travail (ENT) a pris une dimension stratégique depuis la crise sanitaire, permettant une relation sécurisée entre enseignants, élèves et parents. Les écoles maternelles et primaires sont encore trop peu concernées par ces environnements, qui sont davantage généralisés dans les collèges et les lycées. Les syndicats mixtes départementaux chargés de l'aménagement numérique présentent de nombreux atouts pour mutualiser les ENT.



La Bulle musicale, un cocon qui favorise l'éveil cognitif et sensoriel des tout-petits / FOIN Michèle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 52-53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456789/la-bulle-musicale-un-cocon-qui-favorise-l->

La crèche d'entreprises Cap Enfants a développé une pédagogie innovante fondée sur la musique. Elle utilise la "Bulle musicale". La ville d'Istres (Bouches-du-Rhône) mise de son côté sur l'éveil musical et artistique des tout-petits, et souhaitait implanter une de ces bulles dans une crèche. Cap Enfants a accepté de faire un essai durant un an pour tester la capacité de son innovation pédagogique à sortir de ses murs.

Action internationale/Europe

PAC et transition écologique : la greffe ne prend pas / HUTEAU Hélène

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 6-7

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38440000/pac-et-transition-ecologique-la-greffe-ne-prend-pas>

Plus gros budget européen, capable d'orienter les modes de culture et les paysages pour les sept prochaines années, la politique agricole commune a vu ses grandes lignes tracées fin octobre 2020. Cette réforme reste à être finalisée par des plans stratégiques nationaux

Aménagement et développement des territoires

Loi SRU, vingt ans de volontarisme au nom de la mixité sociale

Monde (le), 09/12/2020, p. 16-17

Votée en 2000, cette loi imposait aux villes de se doter de 20 % de logements sociaux en 2020. Des maires se refusent toujours à construire « social » malgré les sanctions financières.

[☞ Retour sommaire](#)

Ville du futur, ville sûre !

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° Cahier détaché N°2 - 2543, 82 p.

« La Gazette des communes », « Le Moniteur », « L'Usine nouvelle » et « L'Usine digitale », quatre médias professionnels, référents dans leur secteur, se sont associés pour réaliser un numéro spécial consacré à la ville du futur. C'est sur le thème de la « safe city » qui a été choisi en 2020, année marquée par une violente crise sanitaire qui vient cruellement nous rappeler que nos espaces urbains, dynamiques, prospères, attractifs, n'en présentent pas moins des failles que les décideurs publics et les entreprises privées doivent s'attacher à réduire.

Au sommaire : La santé, la surveillance, la cybersécurité, la résilience et la mobilité.

Organisation de la mobilité : les modalités de la prise de compétence / BEUREY Thomas

Maires de France, 12/2020, n° 385, p. 32

Les communautés de communes doivent décider avant le 31 mars prochain. Le transfert prend effet au plus tard le 1er juillet 2021.

www.francemobilites.fr

Dynamiser les "Territoires d'industrie" / CABIRON Christine

Maires de France, 12/2020, n° 385, p. 30

Les communautés de communes Sud Territoire (90) et du Pays d'Héricourt (70) aident au développement des entreprises. L'Etat soutient la démarche.

Contrats de ruralité : un dispositif à perfectionner / BUTZBACH Thierry

Maires de France, 12/2020, n° 385, p. 28-29

Depuis 2017, ils ont permis de réaliser des projets de territoire. Si l'Etat souhaite les faire évoluer, les élus veulent que leur financement soit garanti.

Les coronapistes en route (doucement) vers la pérennisation / CATTIAUX Séverine

Lettre du cadre territorial (la), 12/2020, n° 543, p. 60-61

Près d'un millier de kilomètres de coronapistes ont vu le jour pour répondre à la crise sanitaire.

Six mois plus tard, la grande majorité existe toujours. Mais les obstacles à une inscription dans le temps de ces pistes sont là, notamment financiers. Reste donc à transformer l'essai.

Etude "La Gazette" - Bouygues Immobilier : Le paradoxe de la densité, à la fois mal-aimée et pleine d'atouts pour la ville de demain / PICOT David

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38440099/bouygues-immobilier-le-paradoxe-de-la-densite-a-la-fois-mal-aimee-et-pleine-d-atouts-pour-la-ville-de-demain>

D'après l'étude menée pour « La Gazette » et Bouygues Immobilier, les collectivités semblent privilégier des stratégies d'étalement urbain. Pourtant, la densité peut aussi rimer avec qualité de vie et enjeux de développement durable.

Politiques publiques : financer la recherche, que des avantages ! / CESSIEUX Baptiste

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 38-40

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38440092/financer-la-recherche-que-des-avantages>

Les collectivités qui prennent en charge une partie d'un poste de chercheur, encadrent des thèses ou créent une formation universitaire permet aux territoires d'orienter leurs objectifs de stratégies politiques et un levier d'attractivité.

Développement économique : plus belle la vie des industries culturelles et créatives sur la côte méditerranéenne / GOHIN Louis

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/709211/plus-belle-la-vie-des-industries-culturelles-et-creatives-sur-la-cote-mediterraneenne/>

Des communes et intercos de la côte méditerranéenne construisent des politiques de développement économiques autour des industries culturelles et créatives (cinéma, audiovisuel, jeux vidéo...). Elles dopent l'attractivité de leur territoire en soutenant les acteurs présents et en facilitant les nouvelles implantations avec des studios, campus, équipements...

[Retour sommaire](#)

Culture

Pratiques culturelles en temps de confinement / Ministère de la Culture, 13/12/2020

<https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2020/Pratiques-culturelles-en-temps-de-confinement-CE-2020-6>

Au printemps 2020, le confinement lié à la pandémie de Covid19 a bouleversé l'accès à la culture et aux loisirs de la population. Privés de sortie et accédant de façon limitée aux biens physiques, les Français se sont adonnés plus que d'habitude aux pratiques culturelles en amateur et à la culture d'écran. Une comparaison de la vague exceptionnelle de l'enquête Conditions de vie et aspirations (Crédoc) avec les résultats de Pratiques culturelles 2018.



La Bulle musicale, un cocon qui favorise l'éveil cognitif et sensoriel des tout-petits / FOIN Michèle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 52-53

La crèche d'entreprises Cap Enfants a développé une pédagogie innovante fondée sur la musique. Elle utilise la "Bulle musicale". La ville d'Istres (Bouches-du-Rhône) mise de son côté sur l'éveil musical et artistique des tout-petits, et souhaitait implanter une de ces bulles dans une crèche. Cap Enfants a accepté de faire un essai durant un an pour tester la capacité de son innovation pédagogique à sortir de ses murs.

Les adjoints territoriaux du patrimoine : dix questions / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 34-35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456743/les-ew-adjoints-territoriaux-ew-du-patrimoine>

Les adjoints territoriaux du patrimoine peuvent être notamment magasinier d'archives ou de bibliothèques, surveillant de musées, de monuments historiques, de parcs et jardins... Le cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine est accessible sans concours au 1er grade. Les agents du 2e grade sont recrutés après inscription sur une liste d'aptitude. La durée du stage est d'un an. Les agents déjà fonctionnaires et justifiant d'au moins deux ans de services publics effectifs dans un emploi de même nature peuvent en être dispensés.

Fiche métier : Responsable de l'accueil des artistes / PLANSON Cyrille

Scène (la), 12/2020, n° 99, p. 146-147

A l'interface du lieu qui l'emploie et des équipes artistiques qu'il accueille, ce professionnel occupe un poste-clé.

Les salles de spectacle à l'épreuve du télétravail / BORDENAVE Julie

Scène (la), 12/2020, n° 99, p. 104-105

En mars, beaucoup ont été saisis de stupeur par l'annonce du confinement. Le télétravail s'est organisé dans l'urgence, de manière empirique. Qu'en retirent les structures ?

Quel est le champ des possibles ? [Dossier]

Scène (la), 12/2020, n° 99, p. 59-73

Depuis des années, on dit le monde du spectacle vivant en crise. La pandémie est venue le frapper dans un moment de grande fragilité marqué par des tensions budgétaires, un renouvellement générationnel et surtout des perspectives complexes.

D'autres modèles sont-ils possibles ?

Peut-on encore aujourd'hui rêver de créer un nouveau festival, d'imaginer un lieu ou simplement de développer ses projets artistiques ? Comment les professionnels de 2021 envisagent-ils le champ des possibles dans le secteur du spectacle vivant ?

Longuenée-en-Anjou recrute un archiviste itinérant / LE GALL Sophie

Maires de France, 12/2020, n° 385, p. 43

Souhaitant harmoniser la gestion des archives des anciennes communes, la commune nouvelle de Longuenée-en-Anjou (Maine-et-Loire, 6 300 hab.) s'est appuyée sur le service des archives départementales.

[↩ Retour sommaire](#)

Développement économique : plus belle la vie des industries culturelles et créatives sur la côte méditerranéenne / GOHIN Louis

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 30/11/2020, n° 2542, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/709211/plus-belle-la-vie-des-industries-culturelles-et-creatives-sur-la-cote-mediterraneenne/>

Des communes et intercos de la côte méditerranéenne construisent des politiques de développement économiques autour des industries culturelles et créatives (cinéma, audiovisuel, jeux vidéo...). Elles dopent l'attractivité de leur territoire en soutenant les acteurs présents et en facilitant les nouvelles implantations avec des studios, campus, équipements...

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Vigilance nécessaire sur l'usage du droit souple par les collectivités / BODA Jean-Sébastien

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 14/12/2020, n° 2544, p. 58-59

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485726/vigilance-necessaire-sur-l-usage-du-droit-souple-par-les-collectivites>

Le droit souple désigne l'ensemble des instruments ou des outils utilisés par l'administration qui s'apparentent à des règles, en ce qu'ils ont pour objet de modifier ou d'orienter les comportements de leurs destinataires, mais sans créer par eux-mêmes de droits ou d'obligations. Autrement dit, leur effet est factuel davantage que juridique et touche l'orientation des comportements plutôt que la contrainte sur les personnes. Les collectivités, comme l'État, y ont recours sans toujours le savoir. A travers des outils de communication, le droit souple peut être un moyen pour les collectivités de tenir compte de certaines particularités de leur territoire, d'adapter l'application de certaines normes nationales à ces particularités ou de contribuer à la mise en œuvre d'une politique.

Déontologie : les employeurs ont pris le contrôle en douceur / CHARON Séverine

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 14/12/2020, n° 2544, p. 30-32

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485640/-ew-deontologie-ew-les-employeurs-ont-pris-le-controle-en-douceur>

La disparition de la commission de déontologie de la fonction publique est effective depuis le 1er février 2020. Ce sont désormais les collectivités, en tant qu'employeur, qui jouent le rôle central dans le contrôle déontologique.

Politiques publiques : ces collectivités qui apprennent de leurs erreurs [Dossier] / GINIBRIERE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 07/12/2020, n° 2543, p. 38-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/711317/ces-collectivites-qui-apprennent-de-leurs-erreurs/>

Apprendre de ses échecs ne fait pas partie ni de la culture de la société française, ni des réflexes des collectivités territoriales. Pour capitaliser sur ses erreurs, il est cependant indispensable d'évaluer les ratés pour envisager de nouvelles solutions. L'acceptation de l'échec fait partie intégrante de la démarche d'innovation publique dont se saisissent de plus en plus de collectivités, même si, dans ce cadre, elles lui préfèrent la terminologie d'"essai-erreur". Le droit à l'erreur et sa traduction dans les pratiques managériales émergent. Sa diffusion suppose une approche collective, un environnement propice et rassurant, et l'exemplarité des équipes dirigeantes sur le sujet.

La laïcité, une passion très française / LEGROS Berengère

Monde (Ie), 05/12/2020, p. 28-29

Des batailles philosophiques des Lumières aux déchirures de la IIIe République, l'histoire tourmentée de ce principe constitutionnel, pilier de la République depuis la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, éclaire les vifs débats d'aujourd'hui

[Retour sommaire](#)

Bloc communal : les mises en commun de moyens / GOASDOUE Mélissa

Courrier des maires et des élus locaux (le), 12/2020, n° 351, p. 39

Différents outils sont à disposition des communes et EPCI pour leur permettre de mettre en commun des moyens matériels ainsi que certaines instances sociales. Depuis la loi "engagement et proximité", un EPCI à fiscalité propre peut également passer et exécuter des marchés publics pour le compte de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Les élus locaux et les conflits d'intérêts : risques encourus et outils de prévention / BEGUIN Isabelle

Courrier des maires et des élus locaux (le), 12/2020, n° 351, p. 32-34

Lors de la première réunion de l'assemblée délibérante suivant les élections, les élus se sont vu remettre la charte de l'élu local qui dispose que ce dernier "veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts".

Une notion définie par la loi du 11 octobre 2013 "transparence de la vie publique" qui a aussi prévu des dispositifs de prévention.

Elaborer un schéma d'accueil et d'habitat des gens du voyage / KIS Martine

Maires de France, 12/2020, n° 385, p. 52-53

Ce document, élaboré par le préfet et le département, en concertation avec les maires et EPCI, doit suivre une méthodologie précise.

Laïcité, j'écris ton nom

Journal de l'action sociale (le), 11/2020, n° 251, p. 16-23

Après la terrible épreuve que nous avons subie avec l'assassinat de Samuel Paty et les interrogations qu'elle suscite, le Parlement s'apprête à débattre d'un projet de loi visant à renforcer la laïcité dans notre société. Et ce sursaut de vigilance s'avère bien utile car d'inquiétantes dérives s'observent en milieu scolaire tandis que les communes sont parfois confrontées à des demandes difficilement compatibles avec les principes de notre Pacte républicain. Il reste à trouver la bonne voie pour protéger la laïcité dans le respect des libertés. Et ce dans nos écoles et nos communes avant tout.

De l'impératif de prévention à la nécessaire compliance en matière d'achats publics / VILLENEUVE Pierre, FEUGERE William

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 11/2020, n° 11, p. 515-518

L'Agence française anti-corruption et la Direction des achats de l'Etat ont publié, en juin 2020, un guide pratique intitulé "Maîtriser le risque de corruption dans le cycle de l'achat public".

Ce guide comprend de nombreux outils et référentiels de bonnes pratiques.

<https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/fr/maitriser-risque-corruption-dans-cycle-lachat-public-guide-pour-accompagner-tous-acteurs>

Guide de l'achat public : mettre en place un plan de progrès dans un marché public

Ministère de l'économie et des finances, 10/2020, 41 p.

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/Guide%20Plan%20de%20Progrès-Hyperlien.pdf

Levier important de la performance de l'achat public, la mise en œuvre d'un plan de progrès dans un marché permet à l'acheteur de piloter l'exécution du contrat en s'inscrivant dans une démarche d'amélioration continue et d'innovation.

Contrairement à la clause de performance contraignante uniquement pour le titulaire du marché, le plan de progrès est le fruit d'une démarche constructive où chacune des parties s'engage volontairement à mettre en œuvre des actions et des moyens afin d'atteindre des objectifs approuvés conjointement.

Élaboré par une équipe regroupant des acteurs de l'achat des différents versants de la Fonction publique, ce guide s'appuie sur une méthode didactique et des exemples concrets.

[↩ Retour sommaire](#)

Economie

Les outils pour soutenir efficacement les commerces de proximité / NAULEAU Pierre-Yves

Courrier des maires et des élus locaux (le), 12/2020, n° 351, p. 36-38

L'épidémie de Covid a révélé le rôle essentiel joué par les commerces locaux en même temps que leur fragilité économique, antérieure à la crise. Face au risque de faillite de ces petits commerces, communes et EPCI peuvent mobiliser différents outils juridiques, aussi bien pour des réponses ponctuelles que pour assurer à plus long terme le développement de l'offre commerciale en centre-ville.

Les EPL, bras armé des collectivités pour la relance ? / MENU Stéphane

Lettre du cadre territorial (la), 12/2020, n° 543, p. 58-59

La Fédération des entreprises publiques locales (EPL) organisait les 14 et 15 octobre son congrès à Angers. Elles se positionnent comme les meilleures alliées des collectivités territoriales pour activer la relance territoriale à l'heure de l'après-Covid-19.

Emploi/Formation

Ingénierie et hybridation des apprentissages : L'accélération continue de l'innovation en formation

Info formation (l'), 15/12/2020, n° 1000, p. 15-20

Pour le dossier À la une de ce 1000e numéro de votre magazine, nous avons choisi de nous tourner vers l'innovation. La lecture d'un dossier de juin 1998 sur les usages possibles d'internet en formation, rédigé alors qu'il n'y avait que 483 000 utilisateurs d'internet dans toute la France, rappelle que ce journal a, sans fanfare, toujours annoncé les tendances ! Les périodes de crise, comme l'actuelle particulièrement, sont propices à l'accélération de l'innovation. Le distanciel, d'abord subi, de plus en plus choisi, hâte l'épanouissement de la multimodalité (annoncée aussi dans nos colonnes depuis longtemps). Nous avons interrogé des spécialistes, priés de nous dire la suite. Nous vous proposons aussi un focus sur l'apprentissage, à la fois le plus ancien mode de formation, le plus actuel (comme la réforme en témoigne) et le plus porteur d'avenir pour les jeunes. Rencontre avec des membres du Global apprenticeship network (GAN), un vaste réseau mondial. De quoi à la fois assurer la transmission des compétences et des savoirs, et réinterroger son activité professionnelle.

Allongement de la vie active : Le casse-tête de l'emploi des seniors / SEQUEIRA MARTINS Gilmar

Entreprise et carrières, 07/12/2020, n° 1507, p. 10-12

Contraints d'allonger leur vie active pour liquider une retraite à taux plein, les seniors sont pris entre deux feux : des politiques publiques qui peinent à produire leurs effets et un monde du travail encore trop souvent réticent à l'idée de diversifier les effectifs.

Comment apprendre confinés ? Une enquête conduite chez Excelia

Info formation (l'), 01/12/2020, n° 999, p. 32-33

Tirer des leçons d'une période de formation 100% en ligne, afin d'anticiper l'avenir et accompagner la digitalisation. C'est l'objectif d'une recherche effectuée au sein d'Excelia, grande école de management, sur les pratiques des apprenants et des formateurs durant la première période de confinement, de mars à juin 2020. Explications, avec Caroline O'Neill, ingénieure pédagogique chez Excelia.

La formation professionnelle au défi de la 5G / DELON Eric

Info formation (l'), 01/12/2020, n° 999, p. 30-31

Il ne faut pas s'y tromper, l'arrivée de la 5G va inévitablement bouleverser le paysage de la formation. La 5ème génération de technologie réseau mobile offrira un débit internet jusqu'à dix fois plus rapide et plus performant que la 4G. Cela permettra une adaptive learning avec des enrichissements, comme l'expérience apprenante "sans couture".

[Retour sommaire](#)

Nouveau confinement : conséquences pour les organismes de formation et les CFA / FABIAN Delphine

Info formation (I), 01/12/2020, n° 999, p. 25

Un questions-réponses du ministère du Travail, mis à jour le 6 novembre 2020, énonce les modalités d'adaptation des formations au contexte de confinement.

Politiques publiques : financer la recherche, que des avantages ! / CESSIEUX Baptiste

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 30/11/2020, n° 2542, p. 38-40

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38440092/financer-la-recherche-que-des-avantages>

Les collectivités qui prennent en charge une partie d'un poste de chercheur, encadrent des thèses ou créent une formation universitaire permet aux territoires d'orienter leurs objectifs de stratégies politiques et un levier d'attractivité.

Les nouveaux rapports au travail [Dossier]

Cahiers français, 11/2020, n° 418, p.13-81

Au sommaire :

- un siècle d'organisation du travail, par Michel Lallement
- diffusion du numérique et nouvelles formes de travail, par Dominique Meurs
- vers un nouvel élan pour le télétravail dans la fonction publique, par Jean-François Adrian
- ubérisation, micro-entrepreneurs, pluriactivité : nouvelles formes de travail et précarisation, par Bernard Gazier
- évolutions contemporaines du contrat de travail : de la diversification au dépassement, par Alexandre Fabre
- le travail en 2030, l'heure des choix, par Salima Benhamou

www.ilo.org

www.fondation-travailler-autrement.org

Finances publiques/Gestion locale

Fiscalité : le ruissellement jusqu'à quand ? [Dossier] / NIKONOFF Philippe

Lettre du cadre territorial (Ia), 12/2020, n° 543, p. 24-30

Les crises majeures imposent des approches transversales dans les politiques fiscales. Avec la crise sanitaire, la fiscalité doit ne pas trop aider certains pour en soutenir suffisamment d'autres.

Services publics : la tarification ébranlée par la baisse des recettes [dossier] / VILLEDIEU Clémence

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 30/11/2020, n° 2542, p. 30-36

Les services publics ont subi les effets du premier confinement avec une réduction des recettes pour les collectivités, confrontées également à des pertes de recettes fiscales dues à la prochaine réforme fiscale. La tarification, levier en matière de ressources permet aux élus d'exprimer un message fort en décidant des priorités à l'actions sociale, à l'écologie, à la culture... Face à cette crise, les collectivités se posent la question de l'adaptation ou non des grilles tarifaires à la conjoncture.

Projet de loi de finances 2021 : un déficit et une dette hors de contrôle / KLOPFER Michel

Revue du gestionnaire public, 11/2020, n° 4, p. 50-54

Il faudrait 254 Milliards d'euros d'impôts supplémentaires pour que les comptes de l'Etat soient en équilibre en 2021 au sens que revêt ce mot "d'équilibre" pour les collectivités locales. Le niveau accommodant des taux d'intérêt et le compromis budgétaire obtenu le 21 juillet 2020 lors du sommet européen de Bruxelles offrent à ce jour un sursis aux comptes publics français. La question ne pourra que se reposer à l'issue de la crise sanitaire, et ce au vu de la situation comparative de la France qui affichait en 2019 le 27e plus important déficit sur les 28 pays membres de l'Union européenne.

[☞ Retour sommaire](#)

Les impacts de la Covid-19 sur les finances locales : analyse du Rapport Cazeneuve / SIMON Claire

Revue du gestionnaire public, 11/2020, n° 4, p. 55-61

Etude du Rapport Cazeneuve - Ce rapport, publié le 29 juillet dernier, constitue la première analyse approfondie des conséquences de la crise sanitaire sur les comptes des collectivités.

Les relations financières entre les collectivités territoriales et leurs partenaires publics et privés [Dossier]

Revue du gestionnaire public, 11/2020, n° 4, p. 10-43

Au sommaire :

- De la consolidation des engagements financiers externes au pilotage des satellites locaux, par Eric Portal
- Quel pilotage des sociétés dont la collectivité est actionnaire ? par Alain Pérelstein
- Faut-il adapter le modèle associatif français au 21. Siècle ? par Cathy Piferrer, Sylvain Duvacher et Alain Porteils
- Le recensement des engagements hors bilan : entre obligation comptable et outil de maîtrise des risques externes. L'exemple des garanties d'emprunt et des contrats de délégation de service public par Pascal Bellemin

Fonction publique/Statut

La mise à disposition des agents territoriaux : dix questions / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2020, n° 2544, p. 36-37

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485661/la-ew-mise-a-disposition-ew-des-agents-territoriaux>

La mise à disposition d'un agent est en principe prononcée pour une durée maximale de trois ans. Au-delà, il peut être intégré dans le cadre d'emplois d'accueil. Lorsque les besoins du service le justifient, les collectivités et leurs établissements publics peuvent bénéficier de la mise à disposition de personnels de droit privé. La mise à disposition d'agents contractuels est possible, dans les cas prévus par la loi du 26 janvier 1984. Elle est réservée aux agents recrutés par un contrat à durée indéterminée.

Haute fonction publique : une lente féminisation / FLOC'H Benoit

Monde (le), 11/12/2020, n° 299, p. 12

https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/12/11/l-encadrement-de-la-fonction-publique-se-feminise-tres-lentement_6062970_823448.html

L'objectif de la loi Sauvadet de 2012 établit le seuil minimal à 40 %, mais vingt-six employeurs publics ont dû s'acquitter d'une pénalité en 2018 pour non-respect de ce taux.

Les adjoints territoriaux du patrimoine : dix questions / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 34-35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456743/les-ew-adjoints-territoriaux-ew-du-patrimoine>

Les adjoints territoriaux du patrimoine peuvent être notamment magasinier d'archives ou de bibliothèques, surveillant de musées, de monuments historiques, de parcs et jardins... Le cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine est accessible sans concours au 1er grade. Les agents du 2e grade sont recrutés après inscription sur une liste d'aptitude. La durée du stage est d'un an. Les agents déjà fonctionnaires et justifiant d'au moins deux ans de services publics effectifs dans un emploi de même nature peuvent en être dispensés.

1607 heures : les DRH ont encore du travail / LE NAOUR Emeline, BOULLAND Claire

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 8-10

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456678/1-607-heures-les-drh-ont-encore-du-travail>

En abrogeant les régimes dérogatoires dans la fonction publique, l'État a voulu mettre fin à des cycles de travail depuis longtemps considérés comme des privilèges par l'opinion. Pour « La Gazette », l'association des DRH des territoires révèle l'avancement des travaux.

[Retour sommaire](#)

Ne touchera pas la nouvelle prime de précarité qui veut / ARMAND Pauline, VERNE Michaël
Lettre du cadre territorial (la), 12/2020, n° 543, p. 48-50

La loi de modernisation de la fonction publique a ouvert la prime de précarité aux fonctionnaires mais avec de nombreuses restrictions.

L'organisation de la fonction publique territoriale : dix questions / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, p. 28-29

- Qu'est que le CSFPT ?
- Quel est le rôle du CSFPT ?
- Qu'est que le CNFPT ?
- Quelles sont les missions du CNFPT ?
- Que sont les centres de gestion ?
- Quelles sont les missions des centres de gestion ?
- Comment sont-ils organisés ?
- Quel est le rôle de l'exécutif de la collectivité ?
- Qu'est-ce qu'une commission administrative paritaire ?
- Qu'est-ce que le comité technique et le

Rémunérations : la laborieuse mise en place du Rifseep / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 22-24

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (Rifseep) devait être peu à peu mis en œuvre dans la fonction publique territoriale suivant les conditions et le calendrier définis par l'État. En pratique, les collectivités ont joué à fond la carte de la libre administration.

Procédure disciplinaire engagée par une collectivité territoriale : l'oralité devant le conseil de discipline / MARTIN Fabien

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 11/2020, n° 11, p. 518-522

"L'oralité lors des séances du conseil de discipline occupe une place importante et singulière au sein de la procédure administrative menant à la sanction disciplinaire. En raison de l'importance de l'oralité, les séances du conseil de discipline constituent un poste d'observations privilégié pour le juge administratif, en cette période où l'oralité tend à se développer lors des audiences collégiales classiques. Ces séances sont autant de moments qui permettent au juge d'accompagner la tendance de l'augmentation du caractère oral de la procédure contentieuse en se familiarisant avec cette oralité."

Information/Communication/TIC

Comment le télétravail a forcé les collectivités à se protéger contre la cybermalveillance / KRASSOVSKY Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2020, n° 2544, p. 50-51

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485686/comment-le-teletravail-a-force-les->

Les attaques informatiques sont démultipliées avec le recours accru au télétravail. Toutes les collectivités sont concernées par la nécessité d'absorber l'afflux des demandes de télétravail, en maintenant un niveau optimal de sécurité. Elles optent pour des systèmes de réseaux privés virtuels, des applications en mode web et aussi, parfois, des groupements fermés d'utilisateurs.

Habitants et agents, nouvelles stars de la presse territoriale / SIGOT Françoise

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 44-46

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456770/habitants-et-agents-nouvelles-stars-de-la-presse-territoriale>

À l'heure où la parole publique et institutionnelle est de plus en plus remise en cause, la vie du territoire - et moins celle des élus - devient le nerf de la communication. Demandeurs de magazines qui leur ressemblent, les lecteurs ont désormais leur place dans les pages. Les agents, eux aussi, sont peu à peu poussés sur le devant de la scène. Ce mouvement d'ouverture sur le territoire s'amplifie avec la crise sanitaire.

[↩ Retour sommaire](#)

Contre l'illectronisme, le pass numérique donne accès à des formations / CHETRIT Judith
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 48-49
<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456774/contre-l-illectronisme-le-pass-numerique-donne-acces-a-des-formations>

En 2019, une cinquantaine de collectivités se sont portées volontaires pour financer et expérimenter la distribution d'une première vague de chèques. Chaque collectivité choisissait les publics prioritaires en difficulté numérique pour leur donner un pass (chèque) qui permet d'accéder à des ateliers encadrés. Elles définissaient la structuration et de distribution es formations. En 2020, le ciblage est désormais cadré par l'État.

« Un débat public mature sur les technologies est possible » / LÉCHENET Alexandre, BENAYOUN Yaël

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 22-23
<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456718/-un-debat-public-ew-mature-ew-sur-les-technologies-est-possible>

Yaël BENAYOUN, consultante en sociologie et présidente de l'association Le Mouton numérique a publié en octobre, avec Irénée Regnauld, « Technologies partout, démocratie nulle part. Plaidoyer pour que les choix technologiques deviennent l'affaire de tous » (FYP éditions) réponds aux questions suivantes :

- Des élus ont réclamé des débats ou un moratoire sur la 5G alors qu'elle commence à se déployer. Pourquoi s'y prendre si tard ?
- Emmanuel Macron a renvoyé ces élus, et tous les contestataires, aux communautés amish. Qu'est-ce que cela illustre ?
- Vous évoquez également dans votre livre les « smart cities » et les « safe cities »...
- Selon vous, une partie de la solution est-elle locale ?

<https://mouton-numerique.org/>

Communication interne : cette crise qui chamboule tout ! [Dossier] / WALTER Bruno

Brief, 12/2020, n° 83, p. 23-36

Depuis le premier confinement, les communicants internes ont gagné en légitimité en démontrant in concreto leur agilité dans un contexte où le lien entre les agents d'une part, entre les agents et la population d'autre part, se sont tissés d'une manière inédite.

La reconnaissance de la fonction de communication interne a fait un grand bond en avant, entraînant des responsabilités nouvelles au sein d'organisations publiques durablement bouleversées.

Guide pratique pour une collectivité et un territoire numérique de confiance

Banque des territoires, 2020

<https://www.banquedesterritoires.fr/guide-pratique-pour-une-collectivite-et-un-territoire-numerique-de-confiance>

De nos jours, la notion de territoire numérique apparaît de plus en plus incontournable. L'actualité quotidienne illustre la nécessité de cette maîtrise du numérique, plus particulièrement sous l'angle de la cybersécurité. Destiné aux élus, ce guide entend les informer et les plonger dans différentes situations pour leur permettre d'appréhender le sujet, les enjeux en matière de risques et de responsabilités juridiques, et les premiers réflexes à mettre en œuvre pour offrir aux citoyens des services de confiance. Pour aller plus loin, des perspectives sur les défis à venir sont également abordés.

Management/Ressources humaines

Des indicateurs pour mesurer la performance / SEQUEIRA MARTINS Gilmar

Entreprise et carrières, 14/12/2020, n° 1508, p. 10-13

Des indicateurs de mesure de l'efficacité des politiques RH montent en puissance, soutenus par la pénurie de compétences et l'importance croissante des critères extra-financiers.

[☞ Retour sommaire](#)

Gestion de la paie : pour la déclaration sociale nominative, mieux vaut anticiper / FRANCK Emmanuel

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2020, n° 2544, p. 34

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485644/pour-ew-la-ew-declaration-sociale-nominative-mieux-vaut-anticiper>

Paramétrage du progiciel de paie, formation des agents, compréhension et rectification des inévitables premières erreurs, changement des habitudes de saisie... le passage en déclaration sociale nominative (DSN) est une succession d'étapes.

"Les administrations offrent un terrain propice au télétravail" / KRASSOVSKY Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 29

Eric Delavallée, docteur en science des organisations, se penche sur le développement du télétravail dans les collectivités, et pourquoi elles y sont mieux adaptées que d'autres organisations.

Égalité femmes-hommes : de l'urgence d'avoir un plan / GINIBRIÈRE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 26-28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456728/egalite-femmes-hommes-de-l-urgence-d-avoir-un-plan>

Si des dispositifs de la loi « TFP » du 6 août 2019 ont été repoussés en raison de la crise sanitaire, ce n'est pas le cas des plans d'action sur l'égalité. Les employeurs publics ont jusqu'à fin décembre pour finaliser leur plan d'action en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Une attention particulière sera portée à la consistance des plans, qui ne devront pas être un simple catalogue de bonnes intentions.

Numérique et RH [Dossier]

Personnel, 12/2020, n° 607, p. 45-61

Le numérique porte en lui des promesses d'évolution positive du métier grâce à l'intelligence artificielle. Mais qu'en est-il vraiment ?

De même, le numérique et le télétravail nous invitent à repenser le management et donc à accompagner efficacement les équipes à distance ?

Enfin, le numérique et les RH, c'est aussi bien sûr la question des réseaux sociaux dans la communication de l'organisation.

Indispensable aujourd'hui dans le cadre d'une politique de marque employeur, l'utilisation des réseaux sociaux en tant que RH ne s'improvise pas...

Échec et démat' : vers la téléassistance / PORTEILS Alain

Lettre du cadre territorial (la), 12/2020, n° 543, p. 36-38

Parce que bien des managers ont des habitudes de travail inadaptées, le métier d'assistante a subi de plein fouet les différents confinements. Celles (souvent) qui l'occupent ont pris conscience de la nécessité d'évoluer. Mais les chef.fes auront-ils/elles la capacité de les laisser le faire ?

Gouvernance : construire collectivement une vision inspirante / LOUX Nathalie

Lettre du cadre territorial (la), 12/2020, n° 543, p. 40-41

Un des enjeux essentiels d'un territoire est de réinventer l'action publique en essayant de reconnecter la transformation publique à des enjeux véritables. Le projet de territoire s'il permet de construire différemment l'action publique et de poser une nouvelle gouvernance. Les managers ont un rôle crucial à jouer, qui les obligera à réinventer leurs compétences.

Les entreprises redemandent de la culture générale / TANNEAU Lucie

Liaisons sociales magazine, 12/2020, n° 217, p. 30-32

Le niveau des étudiants est critiqué chaque année : le diplôme ne reflèterait plus le niveau général de la population. Qu'importe, les entreprises recherchent désormais davantage les "soft skills", ou savoir-être. Mais les collaborateurs, hyperspécialisés accuseraient un manque de culture générale.

Est-ce aux entreprises d'y remédier, et comment ?

[↩ Retour sommaire](#)

La religion au travail : quelles situations d'interaction entre salariés pratiquants et managers ? / HONORE Lionel

Annales des Mines - Gérer et comprendre, 12/2020, n° 142, p. 39-49

La recherche présentée dans cet article vise à caractériser les interactions entre salariés pratiquants et managers lorsqu'elles sont marquées par le fait religieux. À cet effet, nous étudions comment, dans les situations de travail, l'expression de la religiosité du salarié et sa prise en compte par le management s'articulent. Nous mobilisons pour cela une grille d'analyse interactionniste. Nous nous appuyons sur l'analyse du contenu d'entretiens de recherche réalisés auprès de salariés pratiquants et de managers rencontrant la question du fait religieux dans leur situation de travail. Nous identifions quatre types de situations et analysons les problématiques de management qui en découlent.

Rémunérations : la laborieuse mise en place du Rifseep / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 22-24

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (Rifseep) devait être peu à peu mis en œuvre dans la fonction publique territoriale suivant les conditions et le calendrier définis par l'État. En pratique, les collectivités ont joué à fond la carte de la libre administration.



Les ruchers, ces nouveaux espaces où l'on travaille autrement / JARJAILLE Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38440058/les-ruchers-ces-nouveaux-espaces-ou-l-on-travaille-autrement>

Les agents du département d'Ille-et-Vilaine (4400 agents) disposent de lieux d'activité adaptés à la pratique de méthodes collaboratives : tranquilles, partagés et collaboratifs.

Mettre en place le télétravail : un chemin collectif pour des bénéfices partagés / SORDON Aline

Revue du gestionnaire public, 11/2020, n° 4, p. 62-68

Aline Sordon, directrice générale des services, ville de Saint-Pierre-du-Perray En 2012, la loi dite « Sauvadet » a transposé dans le secteur public le télétravail comme une modalité d'exercice de son activité. Cependant, il a fallu attendre 2016 pour que les modalités de mise en œuvre soient affirmées.

En 2020, avec la crise sanitaire, le télétravail connaît un nouvel essor dans le monde du travail et a fortiori dans la fonction publique dont les missions de service public induisent une exigence de continuité...

La boîte à outils de la facilitation à distance

Direction interministérielle de la transformation publique, 10/2020, 11 p.

https://www.modernisation.gouv.fr/sites/default/files/fichiers-attaches/ditp_guidedefacilitation_vf.pdf

Avec la crise sanitaire, les administrations ont de plus en plus recouru au travail à distance. Or, animer un atelier à distance est loin d'être aussi évident qu'en présentiel et certains animateurs de groupes, ces fameux "facilitateurs", peuvent avoir des difficultés à gérer la distance. Ce guide apporte des repères pour mieux concevoir et gérer des ateliers de travail collaboratif à distance. Il s'adresse à tous les facilitateurs, qu'ils soient expérimentés ou non.

Outre-Mer

Polynésie : Submersible mais résiliente...

Diagonal, 11/2020, n° 210, p. 37-38

Les territoires d'Outre-mer sont particulièrement exposés aux conséquences du changement climatique. Déjà, certaines îles subissent la montée des eaux en Polynésie. Selon des études menées, la situation dépend beaucoup du niveau plus ou moins élevé d'urbanisation qui fragilise les sites. La réponse locale s'organise et passe par la reconnaissance des savoirs ancestraux et des apports de la science.

[↩ Retour sommaire](#)

Sciences Humaines

La laïcité, c'est quoi ? Retour au texte de 1905 avec Patrick Weil / RENARD Camille

Franceculture.fr, 08/12/2020

<https://www.franceculture.fr/societe/la-laicite-cest-quoi-retour-au-texte-de-1905-avec-patrick-weil>

Selon Patrick Weil, la laïcité n'est pas si difficile à définir. Pour que chacun se l'approprié aujourd'hui, l'historien spécialiste des migrations et de la citoyenneté revient, en vidéo (durée : 7mn), à la lettre du texte de 1905.

La revanche des campagnes : Des métropoles privées de leurs attraits par le Covid-19 / BREVILLE Benoît

Monde diplomatique (le), 12/2020, n° 801, p. 1 et 17

"Une maison avec jardin, à l'abri du stress des grandes villes... L'idée séduit de nombreux citadins échaudés par la crise sanitaire. Mais à quelle « revanche des campagnes » assiste-t-on exactement ?"

« La collapsologie est née d'un constat d'impuissance » [Entretien]

Alternatives économiques, 12/2020, n° 407, p. 68-71

<https://www.alternatives-economiques.fr/collapsologie-nee-dun-constat-dimpuissance/00094559>

Catherine Larrère, philosophe, professeure émérite à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et Raphaël Larrère, ingénieur agronome et sociologue, auteurs de nombreux ouvrages, viennent de publier *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste (Premier Parallèle, 2020)*, en réponse aux certitudes avancées par les collapsologues, pour qui l'effondrement est inévitable, et qui nous enjoignent de nous y préparer. Pour les deux chercheurs, la catastrophe ou plutôt les catastrophes sont évitables à condition de ne pas s'enfermer dans un « récit du Tout » et en repolitisant l'écologie. Démonstration.

Sécurité civile et publique

Liberté, sécurité, brutalités

Le 1, 09/12/2020, n° 326

On peut convenir que, dans un contexte inédit où se cumulent les risques liés à une pandémie tenace et les sursauts aveugles d'un terrorisme islamiste toujours dangereux, les libertés soient « atténuées ». Pour autant, l'effet d'accumulation se fait sentir. Qui sème le doute sur le caractère justifié des restrictions à nos libertés au nom d'un intérêt supérieur. Ce d'autant plus que des images sont venues percuter le vote contesté de la proposition de loi Sécurité globale. Celles du producteur noir Michel Zecler roué de coups par des policiers hors-la-loi. Mais aussi celles de l'évacuation violente des migrants installés place de la République, menée à la demande des autorités.

<https://le1hebdo.fr/journal/numeros/326/libert-scurit-brutalits.html>

Ville du futur, ville sûre !

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° Cahier détaché N°2 - 2543, 82 p.

« La Gazette des communes », « Le Moniteur », « L'Usine nouvelle » et « L'Usine digitale », quatre médias professionnels, référents dans leur secteur, se sont associés pour réaliser un numéro spécial consacré à la ville du futur. C'est sur le thème de la « safe city » qui a été choisi en 2020, année marquée par une violente crise sanitaire qui vient cruellement nous rappeler que nos espaces urbains, dynamiques, prospères, attractifs, n'en présentent pas moins des failles que les décideurs publics et les entreprises privées doivent s'attacher à réduire.

Au sommaire : La santé, la surveillance, la cybersécurité, la résilience et la mobilité.

[↩ Retour sommaire](#)

Plaidoyer pour une extension de la protection fonctionnelle à l'égard des forces de l'ordre / REVEL François-Joseph

Actualité Juridique. Droit Administratif, 07/12/2020, n° 41/2020, p. 2355-2358

Alors qu'ils n'ont jamais été autant insultés, menacés, blessés et parfois même tués dans l'exercice de leurs fonctions, les policiers sont, dans le même temps, de plus en plus mis en cause. La Nation, qui exige beaucoup de ses policiers, doit les protéger quand ils sont attaqués. Des situations concrètes montrent que cela n'est pas toujours le cas. Il en est ainsi lorsqu'un policier est entendu librement dans le cadre d'une plainte ou lorsque, victime d'un accident dans le cadre de ses fonctions, il veut intenter une action pénale à l'encontre du responsable. Une réforme de la protection fonctionnelle paraît très souhaitable.

Sécurité locale : Les polices en quête du bon ordre / SOUTRA Hugo, LE FOLL Clément, POURE Clément

Courrier des maires et des élus locaux (le), 12/2020, n° 351, p. 19-25

Le paysage de la criminalité et de la délinquance n'a rien d'immuable. Les formes sous lesquelles se manifeste l'insécurité changent d'une décennie voire d'une année sur l'autre, en zone rurale comme en milieu urbain. Une évolution qui pousse les polices à s'adapter sans cesse. Les élus locaux sont bien placés pour le savoir. Sur fond de menace terroriste croissante, la police nationale s'est progressivement déchargée, ces dernières années, des affaires de petite et moyenne délinquances. Une reconfiguration du travail policier qui a vu de plus en plus de polices municipales suppléer les agents de l'Etat dans la « sécurité du quotidien », au lieu d'honorer leurs missions de base, originelles : prévenir la délinquance et garantir la tranquillité publique. Difficile de résister à ce mouvement de fond, pour les élus et ce, toutes étiquettes politiques confondues.

Services techniques et environnement



Des copropriétés aux lotissements, l'agglo traque les passoires thermiques / DA CRUZ Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2020, n° 2544, p. 52-53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485692/des-coproprietes-aux-lotissements-l-agglo>

La réhabilitation de l'habitat dégradé constitue une priorité afin de réduire la facture énergétique des habitants, ainsi que le recours aux énergies fossiles. Depuis 2016, la communauté d'agglo du Grand Chalon (Saône-et-Loire, 51 communes - 113 900 hab) mène une politique volontariste et globale de rénovation énergétique de l'habitat privé ancien.

Trois programmes d'intérêt général ont été mis en œuvre, qui font figure de tests. L'une des clés de la réussite réside dans l'animation du dispositif, confiée à un bureau d'études.

Ville du futur, ville sûre !

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° Cahier détaché N°2 - 2543, 82 p.

« La Gazette des communes », « Le Moniteur », « L'Usine nouvelle » et « L'Usine digitale », quatre médias professionnels, référents dans leur secteur, se sont associés pour réaliser un numéro spécial consacré à la ville du futur. C'est sur le thème de la « safe city » qui a été choisi en 2020, année marquée par une violente crise sanitaire qui vient cruellement nous rappeler que nos espaces urbains, dynamiques, prospères, attractifs, n'en présentent pas moins des failles que les décideurs publics et les entreprises privées doivent s'attacher à réduire.

Au sommaire : La santé, la surveillance, la cybersécurité, la résilience et la mobilité.

Comment réduire l'empreinte carbone des logements / KIS Martine

Maires de France, 12/2020, n° 385, p. 40

La nouvelle réglementation environnementale, prévue à l'été 2021, tiendra compte de l'empreinte carbone d'un bâtiment sur tout son cycle de vie.

www.batimentbas carbone.org

www.batiment-energiecarbone.fr

[Retour sommaire](#)

La réglementation de l'affichage publicitaire (50 questions) / STREBLER Jean-Philippe

Courrier des maires et des élus locaux (le), 12/2020, n° 351, 15 p.

Les communes, communautés et métropoles compétentes en matière de plan local d'urbanisme (PLU) peuvent élaborer des règlements locaux de publicité (RLP) qui tendent principalement à restreindre les possibilités résultant de la réglementation nationale. L'approbation du RLP - communal ou intercommunal - transfère au maire de chaque commune le pouvoir de police administrative en matière d'affichage publicitaire. Pourtant, même si, en l'absence de RLP, ce pouvoir n'est pas décentralisé, le maire peut jouer un rôle actif dans le respect des règles nationales, que ce soit pour le constat des infractions ou la mise en recouvrement de l'astreinte en cas d'inexécution d'un arrêté de mise en demeure. Ces « 50 questions-réponses » actualisées des instructions et circulaires gouvernementales venues modifier le cadre juridique de ce secteur contribueront à une meilleure connaissance des règles applicables.

Voies publiques : suppression ou réduction de l'éclairage, la prudence s'impose / BOVI HOSY Géraldine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 50-52

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38440135/suppression-ou-reduction-de-l-eclairage-la-prudence-s-impose>

L'éclairage public est l'un des moyens pour le maire d'assurer la sécurité au titre de ses pouvoirs de police générale. L'une des motivations de l'extinction totale ou partielle de l'éclairage public est, avec les économies, la réduction des émissions lumineuses. Les communes doivent être prudentes lors de la prise de décisions avec le risque d'engagement de responsabilités.

Risques climatiques, le temps d'agir [Dossier]

Diagonal, 11/2020, n° 210, p. 22-58

La responsabilité du dérèglement climatique dans la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles qui frappent la planète fait très peu débat aujourd'hui. L'urbanisation et un environnement dégradé en aggravent aussi les effets sur les milieux. Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur les Alpes-Maritimes en octobre dernier témoignent des désastres que ces événements provoquent. Pour autant, tous les territoires ne sont pas affectés par la sécheresse, les canicules, les inondations ou encore les incendies. Alors que la solidarité nationale joue un rôle majeur dans la prise en charge des dégâts, plus que jamais les politiques d'adaptation devront tenir compte des enjeux de cohésion sociale et territoriale pour répondre aux défis actuels et de demain.

Social/Santé



Quand la téléconsultation devient mobile / VILLE Frédéric

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2020, n° 2544, p. 49

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485681/quand-la-ew-teleconsultation-ew-devient-mobile>

Le département de la Vendée (675 200 hab.) teste, avec ses médecins salariés, un service mobile de téléconsultation médicale à vocation généraliste.

Quartiers prioritaires : le grand pari des cités éducatives [dossier] / FOIN Michèle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2020, n° 2544, p. 38-44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485666/le-grand-pari-des-cites-educatives>

Le système éducatif français figure toujours parmi les plus inégalitaires de l'OCDE. Les cités éducatives visent à lutter contre l'empilement des dispositifs scolaires, périscolaires et éducatifs. Une gouvernance équilibrée entre la préfecture, la collectivité et le principal d'un collège doit permettre une action coordonnée pour faire suivre « un parcours d'excellence » aux enfants et aux jeunes des quartiers prioritaires, de la naissance jusqu'à 25 ans. L'exigence du suivi de nombreux critères fixés par l'État, à un rythme soutenu, n'est pas sans provoquer des tensions au sein des équipes de terrain.

[Retour sommaire](#)

Maîtriser les aides aux professionnels de santé / VIELH Juliette

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/12/2020, n° 2544, p. 60-61

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38485730/maitriser-les-aides-aux-professionnels-de-sante>

Les aides à l'installation et au maintien des professionnels de santé peuvent uniquement être attribuées par certaines collectivités, comme celles situées dans une zone où l'offre de soins est insuffisante. L'octroi de ces aides doit donner lieu à la signature d'une convention tripartite avec le professionnel de santé ou la structure de soins (avec aussi les centres de santé et les maisons médicales), l'agence régionale de santé et la collectivité.

Le plan de formation des travailleurs sociaux enclenché

Média social (Le), 14/12/2020

La stratégie de lutte contre la pauvreté mise sur le développement de certaines pratiques professionnelles, en lien notamment avec le numérique, "l'aller vers" ou la participation. Quatre acteurs de la formation viennent de signer un accord-cadre pour déployer ce volet.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/lutte-contre-l-exclusion/lutte-pauvrete-gouv-fr/toutes-les-actualites/article/plan-de-formation-des-travailleurs-sociaux-l-etat-signe-un-accord-cadre>



Des potagers nourriciers en ville ont aidé les foyers fragilisés à faire face à la crise sanitaire / VILLE Frédéric

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 50

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456778/des-ew-potagers-ew-nourriciers-en-ville-ont-aide-les-foyers-fragilises-a-faire-face-a-la-crise-sanitaire>

Grâce à une cinquantaine de potagers, la ville de Nantes (Loire-Atlantique, 309 300 hab.) a pu distribuer des légumes aux familles les plus touchées par la crise sanitaire.

Contre l'illectronisme, le pass numérique donne accès à des formations / CHETRIT Judith

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/12/2020, n° 2543, p. 48-49

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38456774/contre-l-illectronisme-le-pass-numerique-donne-acces-a-des-formations>

En 2019, une cinquantaine de collectivités se sont portées volontaires pour financer et expérimenter la distribution d'une première vague de chèques. Chaque collectivité choisissait les publics prioritaires en difficulté numérique pour leur donner un pass (chèque) qui permet d'accéder à des ateliers encadrés. Elles définissaient la structuration et de distribution es formations. En 2020, le ciblage est désormais cadré par l'État.

Vaccination : une hésitation française / RAUDE Jocelyn

TheConversation.com, 02/12/2020

<https://theconversation.com/vaccination-une-hesitation-francaise->

En France, pays historiquement pro-vaccins, la montée en puissance de l'hésitation vaccinale est récente. Elle résulte principalement de la conjonction de trois phénomènes.



L'Orne renforce l'offre de soins de proximité / STROESSER Emmanuelle

Maires de France, 12/2020, n° 385, p. 44

Le premier "centre territorial de santé", créé par le département, a ouvert en juin. Quatre autres suivront d'ici 2022. Le but : doter la population d'un médecin traitant.

Replay Webinaire - Quel(s) habitat(s) seniors demain ? 9 décembre 2020

Agence d'urbanisme de la région angevine, 12/2020

<https://www.aurangevine.org/production/echanges-debats/vue-detaillee/news/quels-habitats-seniors-demain-9-decembre-2020/>

La forte progression du nombre de seniors dans tous les territoires interroge sur le développement d'une offre de logements adaptée. Mais comment penser l'habitat pour les seniors, comment répondre à leurs attentes (accessibilité, services, autonomie, bien-être,...) ? Quel type privilégier ? Où ? Et pour quels seniors ?

[Retour sommaire](#)

Sexualité des jeunes : Et si on en parlait ? / LE BORGNE Adeline

Brief, 12/2020, n° 83, p. 38-39

C'est un sujet de santé publique et pourtant il est peu abordé par les collectivités : la santé sexuelle des jeunes. Longtemps relégué à la crainte de la grossesse et des infections sexuellement transmissibles (IST), il s'ouvre aujourd'hui à de nouvelles notions : consentement, harcèlement, sentiments, égalité, genre ou encore violences.

L'évaluation de l'attractivité des quartiers prioritaires - Une dimension majeure de la politique de la ville - Rapport / Cour des Comptes

Cour des comptes, 12/2020, 169 p

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-12/20201202-rapport-quartiers-prioritaires.pdf>

Depuis 40 ans, la politique de la ville a pour objectif de réduire les écarts entre les quartiers dits « prioritaires » et les autres, en améliorant les conditions de vie de leurs habitants. L'État y consacre environ 10 Md€ chaque année, auxquels s'ajoutent les financements de la rénovation urbaine et les dépenses, difficilement mesurables, des collectivités territoriales.

En s'appuyant sur une enquête nationale et l'étude approfondie de la situation de huit quartiers prioritaires, la Cour et quatre chambres régionales des comptes ont procédé à l'évaluation d'un des objectifs clefs de cette politique publique : l'attractivité des quartiers prioritaires autour de trois dimensions de la vie quotidienne : le logement, l'éducation et l'activité économique.

En dépit des moyens financiers et humains déployés, cette attractivité a peu progressé en dix ans. Pour y remédier, la Cour formule quatre orientations générales et 13 recommandations.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/levaluation-de-lattractivite-des-quartiers-prioritaires>

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-12/20201202-communique-quartiers-prioritaires.pdf>



Face à l'urgence alimentaire, des potagers solidaires / PERRIER Marion

Alternatives économiques, 12/2020, n° 407

<https://www.alternatives-economiques.fr/face-a-lurgence-alimentaire-potagers-solidaires/00094560>

Au printemps, des collectifs de citoyens, associations et mairies ont multiplié les actions de plantation de légumes pour répondre aux besoins croissants d'aide alimentaire. Des initiatives toujours d'actualité.

Les assistants familiaux [Bibliographie] / Réseau des Documentalistes

CNFPT, 12/2020, 8 p.

https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/ass_fam_12_2020.pdf

Violences conjugales : comment mieux agir ? / LEVRAY Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 53

Les collectivités locales peuvent s'inscrire au cœur des actions pour aider les femmes victimes.

Logement social : « Le risque de financiarisation menace le monde HLM » / PAUL Frédéric, GERBEAU Delphine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 30/11/2020, n° 2542, p. 20-21

Frédéric Paul, ancien directeur général de l'union sociale pour l'habitat Répond aux questions suivantes :

- D'où vient la réforme de la baisse des aides personnelles au logement (réduction du loyer de solidarité), imposée au seul monde HLM à l'été 2017 ?
- Vous craignez une financiarisation à long terme du logement social, comment peut-elle se produire ?
- Rapprocher des organismes HLM, mise en place de la réduction du loyer de solidarité (RSL)... quel est l'impact des réformes sur les bailleurs sociaux ?
- De quelle façon l'Union sociale pour l'habitat et le monde HLM peuvent-ils reprendre la main ?

[🔍 Retour sommaire](#)

Le travail à domicile auprès des personnes vulnérables : des métiers du lien / CANIEUX Nathalie
Conseil économique et social, 2020, 103 p.

<https://www.lecese.fr/travaux-publies/le-travail-domicile-aupres-des-personnes-vulnerables-des->

La pandémie de SARS-CoV-2 et les périodes de confinement sanitaire qui ont marqué l'année 2020, conduisent à prendre collectivement conscience de l'importance de certaines fonctions indispensables à la santé et à la cohésion sociale. Le CESE a souhaité consacrer un avis à ces professions qui, au domicile, soignent ou prennent soin de la personne, de sa famille et de son environnement. Ces métiers majoritairement féminins apportent un service essentiel à la santé et à la vie sociale de publics qui se caractérisent par leur vulnérabilité au sens du code du travail, qu'il s'agisse des jeunes enfants, des personnes âgées en perte d'autonomie ou des personnes touchées par la maladie ou le handicap.

Prendre en compte le sexe et le genre pour mieux soigner : un enjeu de santé publique

Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, 2020, 108 p.

<https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/sante-droits-sexuels-et-reproductifs/actualites/article/prendre->

Si des spécificités biologiques liées au sexe participent des différences de santé entre les femmes et les hommes, l'influence du genre, c'est-à-dire des rapports sociaux entre les sexes, est également un facteur d'inégalité dans l'accès au soin et la prise en charge médicale. Pour comprendre comment se forment ces inégalités et y remédier, beaucoup de pays européens et nord-américains ont intégré le genre dans leurs programmes de recherche et leurs politiques de santé publique. La France accuse encore un retard dans ce domaine.

Quatre domaines sont ainsi analysés : les maladies dites féminines ou masculines où les codes sociaux liés au genre influencent, chez les malades, l'expression des symptômes et le recours aux soins mais aussi l'interprétation des signes cliniques chez les personnels soignants ; la recherche clinique et biomédicale où l'absence de prise en compte du sexe et du genre peut induire des biais dans les expérimentations et les applications médicales.

Les enjeux de la perte d'autonomie chez les personnes âgées : un défi pour les politiques publiques et les pouvoirs publics locaux / EBEKE OMBIONE Francis-Olivier

Horizons publics, 09/2020, n° Hors-série, p. 58-60

Le vieillissement se caractérise par l'apparition de plusieurs états de santé très complexes. Alors qu'à 70 ans, certaines personnes âgées jouissent encore d'une bonne santé physique, de solides capacités fonctionnelles et cognitives, d'autres au contraire, au même âge, sont fragiles, affrontent la précarité et sollicitent beaucoup d'aide. La recherche médicale, sanitaire et sociale cherche à favoriser la mise sur pied de stratégies permettant d'innover dans la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie qui peuvent d'ailleurs différer d'un territoire à un autre. Le terrain d'étude privilégié est celui de la communauté de communes du Civrasiens en Poitou (Vienne).

Protection de l'enfance (2ème partie) / VILLENEUVE Pierre, DEVIDAS Sylvain, BERTIN PACAUT Elisa, DEFIX Sébastien

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 11/2020, n° 11, p. 499-513

« Qui peut et n'empêche, pêche » (A. Loysel, Institutes coutumières, 1607). Nous emprunterons à l'étude de Pierre Villeneuve cette citation lorsqu'il s'agit de dépeindre le fragile équilibre entre droit de l'inspection et obligation de signalement en matière de protection de l'enfance. Une obligation qui invite à ouvrir la réflexion sur la transposition du régime procédural applicable aux lanceurs d'alerte, issu de la loi Sapin II, au terrain de l'action sociale. La protection des mineurs passe également par le contrôle exercé par le département sur l'agrément des assistants maternels. Là encore l'équilibre doit être recherché par le juge, confronté à la fois au « zèle de services départementaux à faire prévaloir à tout prix le principe de précaution » et à « l'exigence de la réparation des préjudices résultant d'une suspension illégale » (S. Devidas). Les défis du département résident, par ailleurs, dans la prise en charge des mineurs non accompagnés dans un contexte de crise migratoire aggravée. Les départements et l'Etat « se doivent d'être complémentaires » pour colmater les brèches du dispositif (E. Bertin-Pacaut et S. Defix). D'autant que la politique décentralisée de la protection de l'enfance « n'en nécessite pas moins une étroite coordination avec d'autres politiques publiques non décentralisées, comme la santé, l'éducation ou la justice » (A. Taquet). Telles sont les différentes pistes de réflexion que nous vous proposons de parcourir à travers cette seconde partie de ce dossier consacré à la protection de l'enfance.

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

✚ Sites internet



En réponse à la crise du Covid-19, le labo du CNFPT a lancé la "Riposte créative territoriale" dès mars 2020, à l'initiative de membres de la communauté de l'innovation publique territoriale ([retrouvez l'appel initial](#)).

L'objectif ? Co-construire, avec les collectivités territoriales, les réponses formatives innovantes pour faire face à ces défis complètement inédits, en mobilisant l'intelligence collective.

Comment développer des modes d'apprentissage dans l'urgence, pour des solutions créatrices de valeur sociale pour le service public territorial et la démocratie locale ?

<https://ripostecreativeterritoriale.xyz>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Le numérique en Loire-Atlantique

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

«Thinkerview est un groupe indépendant issu d'Internet, très différent de la plupart des think tanks qui sont inféodés à des partis politiques ou des intérêts privés.»

<https://thinkerview.com>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région

<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

✚ Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[↩ Retour sommaire](#)



Les outils au service de la déontologie : Regards croisés dans la fonction publique et dans l'entreprise / ZARCA Alexis

Dalloz, 2020, 192 p.

Alors que la période récente a été marquée par un renouvellement des outils destinés à favoriser la diffusion d'une culture déontologique au sein des "communautés de travail" (en particulier à la suite des lois Déontologie du 20 avril 2016 et Sapin 2 du 9 décembre 2016), l'heure est venue de procéder à une analyse critique de cette instrumentation au service de la déontologie. Tout en se demandant de quoi ces outils sont-ils le nom, universitaires et praticiens s'efforceront de dresser un bilan de leur mise en oeuvre dans la fonction publique et dans l'entreprise - deux sphères qui ont aujourd'hui nombre de ces outils en partage.

Croisant les expériences, ils s'interrogeront non seulement sur leur pertinence et leur efficacité mais aussi sur leur nature et leur signification profonde, comme instruments stratégiques au service des objectifs les plus divers (politique, économique, managérial...). Au final ce colloque, ouvert à la comparaison interne, entend questionner tout à la fois les éventuelles convergences méthodologiques entre l'éthique d'entreprise et la déontologie de l'action publique (par-delà l'inéluctable différence des valeurs en cause) et l'éventuelle nécessité, dans l'une et/ou l'autre sphère, d'aller plus loin dans la fabrique des instruments destinés à favoriser le respect, par le travailleur, de la déontologie propre à son activité professionnelle.

Analyser un poste de travail ou un service : Une boîte à outils 100% opérationnelle pour analyser son organisation de travail / MARCHAT Hugues

Gereso édition, 2020, 126 p.

Les dirigeants et managers se doivent de revisiter régulièrement les organisations et les postes de travail. Les enjeux ? Gagner en agilité pour faire face aux mouvements des marchés, optimiser les procédures pour réduire les coûts de fonctionnement, mieux répartir les tâches dans un service pour prévenir les conflits interpersonnels... Mais comment procéder, et par où commencer ? Une démarche d'analyse organisationnelle ne s'improvise pas, et nécessite des outils et une méthodologie spécifiques. Cet ouvrage pratique, qui utilise les outils de la conduite de projet, propose aux dirigeants et managers une méthode clés en main pour auditer simplement un service ou un poste de travail. Agrémenté de documents immédiatement opérationnels, cet ouvrage constitue la boîte à outils indispensable, complète et modulable pour gagner en efficacité.

Comme on nous parle : L'emprise de la Novlangue sur nos sociétés / FITOUSSI Jean-Paul Les liens qui libèrent (Éditions), 2020, 189 p.

Nous sommes pris dans l'étau, sans réellement nous en apercevoir, d'une nouvelle langue. Langue qui par confiscation des mots ou altération et inversion de leur sens impose insidieusement une pensée prédigérée et exclusive, à la manière de la novlangue de George Orwell dans 1984. Ce livre, plein de colère et même de fureur, est une enquête sur la novlangue d'aujourd'hui, à un moment où des faits d'une violence inouïe, nous rappellent à notre devoir d'expliquer dans une langue enfin vive et libre, pour ne pas devenir les jouets d'un destin que nous n'avons pas choisi.

Communicator : toute la communication pour un monde responsable / WESTPHALEN Marie-Hélène, ADARY Assaël, MAS Céline Dunod, 2020, 663 p.

Un panorama complet de la communication d'aujourd'hui et de ses évolutions, plus de 100 cases studies, de nombreux conseils d'experts, des rubriques "Méthode", "Focus" et des fiches métiers. Le COMMUNICATOR vous donne les clés pour exercer efficacement le métier de communicant dans un monde complexe. Cette 9e édition, renouvelée et augmentée, permet de comprendre les grands enjeux de la communication d'aujourd'hui : la nécessité de la communication responsable dans un monde bouleversé ; la fin de la communication de masse afin de replacer l'humain au premier plan ; les conséquences des data et du digital sur la communication d'aujourd'hui ; les conseils pour bâtir un plan de communication efficace sans risquer la crise.

**Quel avenir pour les maires ? / ROUBAN Luc
Documentation française (La), 2020, 196 p.**

Les élections municipales de mars 2020 ont relancé la réflexion sur la situation des maires aujourd'hui en France. Entre crise des vocations (50% d'entre eux disaient ne pas vouloir se représenter un peu plus d'un an avant les élections de 2020) et des responsabilités (ex. gestion des déchets, logement...) de plus en plus transférées au niveau intercommunal, leur rôle et leur place sont questionnés.

Quel est l'avenir des maires en France et la République a-t-elle besoin de maires ? En s'appuyant sur les résultats des municipales et les données exclusives du Cevipof (Centre de recherches sur la vie politique en France de Sciences Po Paris), l'auteur souligne le double mouvement contradictoire que subissent les maires, à la fois de hiérarchisation accrue des collectivités locales (communes et structures intercommunales, départements, régions) et de demande de proximité de la part de leurs administrés.

Il revient sur la construction historique de la figure du maire, sur les logiques politiques des élections municipales (nationalisation des questions en débat), sur le profil sociologique des maires, sur la relation des Français à leurs maires (confiance et démocratie locale) et sur les raisons profondes de la crise.

**Petite introduction à la question du non-recours aux droits sociaux / WARIN Philippe
ESF, 2020, 153 p.**

Le non-recours aux prestations sociales est devenu un sujet de préoccupation. Le phénomène est d'ampleur. Sa mesure sert à jauger l'effectivité des politiques sociales et même à apprécier leur légitimité. Inscrite dans l'agenda gouvernemental, la lutte contre le non-recours est décrétée. Depuis près de dix ans, elle s'organise dans des plans d'action nationaux et locaux. Des mesures sont prises pour réduire ou prévenir le phénomène ; c'est vrai en France comme dans d'autres pays européens et au-delà. Elles mobilisent fortement les acteurs, en particulier ceux de l'intervention sociale, notamment au local. Des réponses structurelles sont aussi attendues et dépendent des choix politiques.

Ce moment de mobilisation appelle à présenter la question du non-recours au plus grand nombre. C'est le but de cet ouvrage qui propose, dans huit chapitres, des « méthodes » pour sonder l'actualité de la question, se doter d'une grammaire, repérer concrètement le phénomène, identifier les lieux de production de données en France et dans d'autres pays européens, mobiliser les modèles d'analyse existants, présenter les principales réponses.

Cette « introduction » à la question du non-recours restitue des savoirs pratiques constitués pendant près de vingt ans par l'auteur qui a remis sur le métier une question ancienne, mais suffisamment gênante pour avoir été oubliée. Elle vise à aider les professionnels qui souhaitent agir à fabriquer leur propre compréhension du phénomène.

**Réussir son budget : guide pratique pour les élu.es des communes et des EPCI / VALEMBOSIS François
Berger-Levrault, 2020, 530 p.**

La 7e édition de Réussir son budget est une refonte en profondeur de ce manuel consacré à la pratique budgétaire en collectivité locale. Centrée sur l'élaboration du budget, cette nouvelle édition laisse de côté la réalisation (exécution des dépenses et recettes, compte administratif, analyse financière) pour mieux expliquer et illustrer les enjeux de ce que cela représente aujourd'hui, de construire un budget en équilibre et en ligne avec les objectifs politiques des élus à l'heure des "contrats de Cahors", de la réforme de la fiscalité locale et des multiples contraintes qui pèsent sur les recettes des collectivités.

Le lecteur est guidé tout au long du processus d'élaboration budgétaire : exposition du cadre propre aux collectivités avec le cycle, les principes et les documents budgétaires ; élaboration du budget et recherche de l'équilibre ; contrôles budgétaires venant clore le processus.

**L'ingénierie culturelle / MOLLARD Claude
Presses universitaires de France, 2020, 125 p.**

Il peut sembler paradoxal d'unir dans une même définition les mots "ingénieur" et "culture", mais il s'agit de prendre en compte la complexité d'un des réseaux les plus denses au monde d'équipements et d'institutions culturels -- sans pour autant mettre la création en équation. En effet, si l'artiste est évidemment au cœur du système culturel français, l'essor de l'ingénierie culturelle est le reflet de la professionnalisation de ses partenaires. C'est elle qui permet d'améliorer la mise en œuvre de projets culturels et d'appuyer la création et la production dans ce secteur et c'est donc sur elle que s'appuient les politiques culturelles.

La médiation administrative : Nouveau mode de résolution des litiges / SERPENTIER LINARES Sandrine, DE KOVACHICH Hélène Territorial éditions, 2020, 208 p.

"J'appelle de mes vœux les administrations, les avocats et les professionnels du droit à s'intéresser à ce nouvel outil de résolution et de prévention des litiges administratifs et à s'en faire les utilisateurs mais aussi, les prescripteurs, les promoteurs, les défenseurs et les bâtisseurs." Amaury Lenoir, chargé de mission médiation auprès du secrétariat général du Conseil d'Etat. Qualifiée de "processus" pour sa capacité à aller de l'avant, à progresser, la médiation administrative - mode de "droit commun de résolution des litiges" - a fait son entrée dans le Code de justice administrative (CJA) en qualité d'héritière de la conciliation administrative et de "dernière-née" des recours administratifs préalables ou non préalables, mais parfois obligatoires.

Cet ouvrage rédigé par une praticienne du droit public, Sandrine Serpentier-Linarès, dédié à la seule médiation administrative et des modes amiables de règlements des différends et litiges en droit public, porte d'une part un regard sur les types de médiation qualifiée "d'administrative" les plus fréquemment rencontrés par les personnes morales de droit public, et/ou dont ces dernières sont à l'origine.

D'autre part, cet ouvrage a la volonté d'ouvrir le champ de la médiation aux professionnels et usagers de la médiation et de les guider au travers du processus de médiation administrative tel que défini par le Code de justice administrative.

Ci-gît l'amer - Guérir du ressentiment / FLEURY Cynthia Gallimard, 2020, 324 p.

La philosophie politique et la psychanalyse ont en partage un problème essentiel à la vie des hommes et des sociétés, ce mécontentement sourd qui gangrène leur existence. Certes, l'objet de l'analyse reste la quête des origines, la compréhension de l'être intime, de ses manquements, de ses troubles et de ses désirs. Seulement il existe ce moment où savoir ne suffit pas à guérir, à calmer, à apaiser. Pour cela, il faut dépasser la peine, la colère, le deuil, le renoncement et, de façon plus exemplaire, le ressentiment, cette amertume qui peut avoir notre peau alors même que nous pourrions découvrir son goût subtil et libérateur. L'aventure démocratique propose elle aussi la confrontation avec la rumination victimaire. La question du bon gouvernement peut s'effacer devant celle-ci : que faire, à quelque niveau que ce soit, institutionnel ou non, pour que cette entité démocratique sache endiguer la pulsion ressentimentiste, la seule à pouvoir menacer sa durabilité ? Nous voilà, individus et État de droit, devant un même défi : diagnostiquer le ressentiment, sa force sombre, et résister à la tentation d'en faire le moteur des histoires individuelles et collectives.

L'innovation publique. Repères et retour d'expérience en territoire / DARTIGUEPEYROU Carine Presses des Mines, 2020, 241 p.

"L'innovation publique diffère significativement de l'innovation dans le secteur privé, même si parfois elle cherche à s'en inspirer. Tandis que l'innovation sociale produit des initiatives majeures depuis des décennies, les formes de l'innovation publique - telles que la réflexion prospective multiacteurs, les expérimentations, les laboratoires, le design de service, l'innovation managériale et la nouvelle gouvernance - sont relativement récentes.

Ce livre constitue un mode d'emploi pour développer une véritable culture de l'innovation publique. Il aborde ses différentes facettes, au sein des administrations comme dans leurs applications en matière de politique publique. Il s'adresse aux acteurs publics et aux élus qui souhaitent mieux comprendre en quoi l'innovation publique est clé dans l'adaptation aux défis de notre époque et comment mettre en oeuvre une stratégie d'innovation publique.

Il s'adresse également aux acteurs privés et aux citoyens acteurs qui interagissent avec l'administration publique et souhaitent que l'innovation publique devienne un levier de développement économique et social des territoires. Cet ouvrage s'appuie sur l'expérience des Entretiens Albert-Kahn, Laboratoire d'innovation publique du département des Hauts-de-Seine créé en 2012. Ce livre constitue un mode d'emploi pour développer une véritable culture de l'innovation publique.

Il aborde les différentes facettes de l'innovation publique, au sein des administrations comme dans leurs applications en matière de politique publique. Il s'adresse aux acteurs publics et aux élus qui souhaitent mieux comprendre en quoi l'innovation publique est clé dans l'adaptation aux défis de notre époque et comment mettre en oeuvre une stratégie d'innovation publique. Il s'adresse également aux acteurs privés et aux citoyens acteurs qui interagissent avec l'administration publique et souhaitent que l'innovation publique devienne un levier au développement économique et social des territoires.

Cet ouvrage s'appuie sur l'expérience des Entretiens Albert-Kahn, Laboratoire d'innovation publique du Département des Hauts-de-Seine créé en 2012."

**Les Grands-remplacés. Enquête sur une fracture française / CONGE Paul
ARKHE, 2020, 251 p.**

Votre voisin de bureau s'est mis à clasher les bobos serviles, à dévorer les livres d'Alain Soral ou de Papacito, à s'épancher sur la virilité perdue de l'homme post-moderne ? Bienvenue chez les grands-remplacés : ceux qui haïssent les hommes-soja, leur mode de vie de « tantouzes » et qui redoutent une immigration de masse.

Des « petits Blancs de banlieue » aux cadres des métropoles, une lame de fond identitaire se propage. Elle s'appuie sur la peur du déclassement, l'absence de réponse des élites, et une forte réticence face à une société de plus en plus métissée. De fait, aujourd'hui, un Français sur deux croit au grand remplacement. De ces angoisses contemporaines, des idéologues font commerce : ils se reconvertissent dans le coaching en séduction, le jeu vidéo, l'édition, le porno, les sciences alternatives ou le tuning. Les plus radicaux s'exilent dans les pays de l'Est pour régénérer la « race blanche »... Cette nébuleuse prend la tête du débat public, irrigue de ses punchlines nos conversations et remplit un vide idéologique. Déboussolés, leurs adversaires à gauche accusent plusieurs trains de retard. Cette poussée des droites radicales prospère sur les faiblesses de nos sociétés. Elle est l'affaire de tous.

**Le temps des gens ordinaires / GUILLUY Christophe
Flammarion, 2020, 199 p.**

À la une du New York Times habillés d'un gilet jaune, poursuivis par les journalistes britanniques à l'occasion du Brexit, fêtés comme des héros pendant la crise sanitaire, redevenus des sujets d'études pour les chercheurs, de nouvelles cibles du marketing électoral pour les partis, les gens ordinaires sont de retour.

Les « classes populaires », le « peuple », les « petites gens » sont subitement passés de l'ombre à la lumière. Les « déplorables » sont devenus des « héros ». Cette renaissance déborde désormais des cadres du social et du politique pour atteindre le champ culturel.

De Hollywood aux rayons des librairies, la culture populaire gagne du terrain. Ses valeurs traditionnelles, — l'attachement à un territoire et à la nation, la solidarité et la préservation d'un capital culturel — imprègnent tous les milieux populaires.

Jack London usait d'une métaphore pour décrire la société de son temps : la cave et le rez-de-chaussée pour les plus modestes, le salon et les étages supérieurs pour les autres. Et si, aujourd'hui, plus personne ne voulait s'inviter au salon ? Sommes-nous entrés dans le temps des gens ordinaires ?

**Sociologie de Rennes / PASQUIER Romain, TELLIER Thibault
Découverte (La), 2020, 128 p.**

La capitale de la Bretagne est devenue l'une des villes françaises les plus dynamiques. Elle est généralement plébiscitée dans les sondages pour son art de vivre. Depuis 1990, Rennes Métropole représente la cinquième plus forte croissance démographique de France. Elle accueille chaque année plus de 5 000 nouveaux habitants, des étudiants ou de jeunes professionnels dans leur majorité. Moteur de la croissance régionale, dotée d'infrastructures et d'équipements de prestige, elle joue désormais dans la cour des capitales régionales les plus attractives dans la compétition territoriale hexagonale.

Quels sont les ressorts politiques, sociaux, culturels et économiques d'un tel développement ? Cet essor menace-t-il le « modèle rennais », fait d'équilibre entre croissance productive et solidarité sociale et territoriale ? Quels sont les enjeux à venir pour une capitale régionale désormais à une heure et demie de Paris ? Ce livre entend apporter une contribution au débat public sur l'originalité et la persistance ou non du modèle rennais.

**Dictionnaire des politiques territoriales / PASQUIER Romain, GUIGNER Sébastien, COLE Alistair
Presses de sciences po, 2020, 627 p.**

Transition écologique, clivages sociaux, inégalités entre les territoires, métropolisation, mobilisations citoyennes, territorialisation, transformations de l'Etat... Ces phénomènes qui affectent les villes et régions du monde intéressent et désorientent de nombreux acteurs et observateurs de l'action publique. Conçu dans une logique pluridisciplinaire, exhaustif et didactique, ce dictionnaire offre un point de vue original sur les dynamiques territoriales contemporaines et sur les notions clés qui servent à les appréhender.

Son index thématique et ses références bibliographiques permettent de saisir les sujets dans leur globalité, de comprendre leurs interactions et de prolonger leur étude. Véritable outil d'analyse et d'aide à la décision, il met un savoir clair à la disposition de tous chercheurs, élus et collaborateurs politiques, acteurs de l'action publique dans les territoires, étudiants et candidats aux concours de la fonction publique.

Le pilotage des politiques publiques locales : De la planification à l'évaluation / CARASSUS David - Berger-Levrault, 2020, 622 p.

Les collectivités locales voient, depuis quelques années, leurs compétences s'accroître et les moyens financiers pour les mettre en oeuvre diminuer. Elles doivent donc faire plus avec moins et sont à la recherche d'une plus grande efficacité dans la gestion des politiques publiques locales. Planifier, organiser et évaluer l'ensemble des actions et activités d'une organisation publique sont des missions du quotidien pour les collectivités locales.

Les enjeux sont multiples : responsabiliser dans la consommation des ressources ; formaliser la stratégie de la collectivité ; permettre à la population de mieux connaître les actions menées par la collectivité ; adapter l'offre de services publics locaux aux besoins de la population... Cet ouvrage répond donc à une triple ambition : - conceptuelle : en stabilisant les différents concepts qui régissent les politiques publiques locales ; - pratique : en s'appuyant sur les innovations locales des 20 dernières années ; - normative : en proposant une méthodologie appliquée aux collectivités.

Outils de gestion de la collectivité : Améliorer son efficacité en 190 tableaux, schémas et procédures / CLEREMBAUX Joël - Territorial éditions, 2020, 204 p.

Les outils présentés et commentés sont principalement destinés aux maires et secrétaires de mairie des communes de moins de 3 500 habitants ; ils peuvent être utilisés avec profit par les directeurs généraux de services et cadres des collectivités appartenant à des strates démographiques plus élevées. Le contenu de ce dossier d'expert se présente sous la forme de "fiches pratiques" organisées autour de cinq thématiques générales : 1. Analyser ; 2. Organiser ; 3. Agir ; 4. Communiquer ; 5. Evaluer. De nombreux tableaux synthétiques, des représentations graphiques, des procédogrammes - illustrations de procédures - sont proposés pour fournir des outils de gestion performants : faciles à reproduire et à exploiter, pratiques, ils sont aisément assimilables par chacun souhaitant compléter et élargir sa panoplie d'outils propres. Enfin, un index détaillé permet d'accéder directement à une ou plusieurs fiches à l'aide d'un mot-clé.

Ce sera l'intelligence artificielle ou/et moi / DEJOUX Cécile - Vuibert, 2020, 207 p

Un livre pour comprendre l'impact de l'IA sur votre travail et en faire une alliée. Vous voulez comprendre l'impact de l'intelligence artificielle (IA) sur vos compétences, votre métier, votre management ? Le livre Ce sera l'IA ou/et moi de Cécile Dejoux est votre meilleur allié ! Vous êtes salarié, free-lance, entrepreneur, manager, etc., vous pensez que vous pouvez être acteur des changements liés à l'intelligence artificielle, vous ne voulez plus les subir, vous pensez que même les choses compliquées peuvent s'expliquer simplement, ce livre est fait pour vous ! Véritable guide, Ce sera l'IA ou/et moi vous aidera à : - Comprendre ce qu'est l'IA ; - Prendre part à des projets IA ; - Transformer votre façon de travailler ; - Créer de la valeur ajoutée avec de l'IA, quel que soit votre métier ; - Trouver de nouveaux équilibres avec l'IA ; - Peut-on tout demander à l'intelligence artificielle ? Pourquoi a-t-on besoin de votre expertise métier pour en faire ? Pourquoi devez-vous continuer de renforcer vos compétences humaines (mémoire, attention, intention...) ? Conçu pour répondre à toutes vos questions, truffé d'exemples inspirants et de conseils, ce livre vous aidera à faire le point et à progresser à votre rythme dans votre connaissance de l'intelligence artificielle et de vous-même.

En fin d'ouvrage, 5 workshops vous aideront également à mettre ces conseils en pratique. Ancré dans le réel et très documenté, il est enrichi de nombreux témoignages vidéo et d'interviews écrites d'entrepreneurs, d'universitaires et de scientifiques reconnus provenant des USA, d'Asie, de France, etc. ainsi que de nombreux exemples issus d'entreprises réelles.

Loi Engagement et proximité - Guide opérationnel des collectivités et de leurs groupements / LE CHATELIER Gille, REY Simon - Territorial éditions, 2020, 164 p

La loi "engagement et proximité" constitue une loi importante, non pas eu égard aux mesures révolutionnaires qu'elle pourrait contenir, mais par la multiplicité des règles techniques applicables aux collectivités territoriales et à leurs groupements qu'elle modifie. Tout d'abord, elle fait évoluer la réglementation applicable aux intercommunalités, notamment s'agissant de leurs modalités de fonctionnement, leurs compétences, leurs périmètres et les mécanismes de mutualisation pouvant être mis en place.

Elle permet d'améliorer le statut des élus locaux, mais également renforce et sécurise l'exercice des pouvoirs de police des maires. Diverses mesures de simplification du fonctionnement des collectivités territoriales sont également adoptées. Enfin, cette loi vise également à permettre l'amélioration des relations entre l'Etat, d'une part, et les collectivités territoriales et leurs groupements, d'autre part.

*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT
Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**
Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**
Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2020 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[☞ Retour sommaire](#)